



Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC)

Segment des affaires humanitaires

Humanitarian Affairs Segment

Débat général

Genève, le 15 juillet 2013

Déclaration de la Suisse

Prononcée par l'Ambassadeur Manuel Bessler,
Délégué à l'Aide humanitaire et chef du Corps suisse d'aide humanitaire,
Vice-directeur de la Direction du développement et de la coopération

Monsieur le Président,

Ma délégation tient à saluer l'excellent rapport du Secrétaire Général. Nous partageons son analyse des défis de l'action humanitaire ainsi que ses recommandations.

La Suisse souhaite mettre en exergue trois points dans le cadre de ce débat, à savoir : **premièrement**, la mise en œuvre du Transformative Agenda du Comité permanent inter agences (IASC) ; **deuxièmement**, le management des risques et la réduction des vulnérabilités ; **troisièmement**, les questions de protection et d'accès aux victimes de conflits armés.

Transformative Agenda

Premièrement, la Suisse salue les efforts consentis par le Comité permanent inter agences (IASC) lors des 12 derniers mois dans le but de concrétiser les recommandations du Transformative Agenda.

Ses objectifs, rappelons-le, visent à renforcer le leadership, la coordination et la redevabilité (*accountability*) du système de réponse humanitaire onusien. Une mise en œuvre au niveau du terrain, à la fois rapide, systématique et adaptée au contexte est maintenant nécessaire. La Suisse est convaincue que le Transformative Agenda aura ainsi un impact positif sur l'efficacité de l'action humanitaire de l'ONU. Nous encourageons les agences onusiennes à adopter une approche inclusive et transparente dans le cadre de cette mise en œuvre. En effet, pour répondre aux défis actuels et être réellement efficace, l'action humanitaire doit pouvoir s'appuyer sur des partenariats forts et user des complémentarités des différents acteurs impliqués. Il est ainsi nécessaire de renforcer les liens avec les Etats affectés afin, d'une part, de leur permettre d'être mieux préparés aux désastres et aux crises ; d'autre part, d'assumer leur responsabilité première d'assistance à leur population. De même, les gouvernements donateurs non-traditionnels, les organisations régionales, les ONG et le secteur privé sont autant de partenaires potentiels qui ont la capacité de renforcer et de compléter l'action humanitaire onusienne.

Management des risques et réduction des vulnérabilités

Deuxièmement, en matière de gestion des risques et de réduction des vulnérabilités, il est acquis que la prévention paie : d'une part elle permet de sauver des vies, d'autre part, elle permet une meilleure utilisation des ressources économiques. Malgré cette évidence, la prévention, la planification et la préparation aux catastrophes et aux crises sont très insuffisantes, de même que les ressources mises à disposition, en particulier au niveau local. L'accent devrait impérativement être mis sur la réduction des vulnérabilités et le renforcement de la capacité de résilience des communautés face aux risques de catastrophes. La Plateforme globale pour la réduction des risques aux catastrophes qui a eu lieu à Genève en mai dernier a confirmé la pertinence et la nécessité d'adopter une approche intégrée des risques. Une telle approche exige de prendre en considération de multiples facteurs, économiques, politiques, sociaux, culturels, environnementaux et techniques. L'aide humanitaire et le développement doivent en outre aller de pair pour avoir un impact durable sur la résilience des communautés et sur la prévention des conflits. Les programmes de transfert cash en constituent un bon exemple. De tels outils, à la fois flexibles et efficaces, permettent de soutenir les populations affectées par des crises en leur donnant les moyens de subvenir de manière autonome à leurs besoins. Comme le relève le Secrétaire général dans son rapport, l'agenda du développement post-2015 constitue une opportunité à saisir pour aligner les processus de planification et d'analyse des risques entre aide humanitaire et développement.

Protection et accès aux populations affectées par des conflits armés

Troisièmement, la Suisse souhaite rappeler qu'un accès rapide et sans entrave aux victimes constitue un fondement du droit international humanitaire. Il est de la responsabilité première des parties au conflit de permettre l'accès, l'assistance, et la protection des victimes. De même, il est de leur responsabilité de permettre une réponse humanitaire aux besoins de base des populations touchées tels que l'alimentation, le logement, la santé, l'eau propre et la protection. De plus, nous sommes préoccupés par le prix élevé payé par le personnel humanitaire dans l'exercice de sa mission qui consiste à

sauver des vies humaines. Nous notons en particulier les attaques et les menaces menées régulièrement contre la mission médicale, qui empêchent la délivrance d'une aide adéquate aux blessés et aux malades. Pour autant, et comme le relève le Secrétaire général dans son rapport à juste titre, l'accès humanitaire ne devrait jamais être imposé par l'usage de la force. Une claire distinction doit être faite entre l'action humanitaire et les opérations de sécurité. Les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance doivent être au cœur de toute action humanitaire, quels que soient les acteurs concernés.

Avant de conclure M. le Président, j'aimerais encore faire deux remarques.

Je souhaite tout d'abord relever que la Suisse soutient l'initiative d'OCHA de rassembler en une même plateforme certains mécanismes humanitaires existants : INSARAG (International Search and Rescue Advisory Group) ; UNDAC (United Nations Disaster Assessment and Coordination team); MCDA (Consultative Group on the Use of Military and Civil Defence Assets); et le AGEE, le Groupe consultatif pour les urgences environnementales. La nouvelle Plateforme humanitaire pour la préparation et la réponse aux urgences (*Humanitarian platform for emergency preparedness and Response*) permettra de fournir un forum aux décideurs politiques et aux managers de l'action humanitaire. Ce forum aura pour but de soulever des questions stratégiques et de proposer des solutions pour améliorer la coordination inter-organisationnelle. Cette nouvelle plateforme permettra de renforcer la préparation et la réponse aux catastrophes ayant une résonance internationale. Elle aura pour but de rationaliser la participation des acteurs pertinents et de promouvoir les opportunités de synergies, par exemple en matière de formation, d'identification de bonnes pratiques ou d'implication des représentants des pays bénéficiaires. Le moment est opportun pour rassembler ces réseaux. Il est attendu qu'une telle plateforme facilite la participation, la représentation et l'influence au sein d'autres fora comme l'Assemblée générale, le Comité permanent inter-agences (IASC), Le Comité exécutif pour les affaires humanitaires (*Executive Committee on Humanitarian Affairs ECHA*) ou l'ECOSOC.

Enfin Monsieur le Président, la Suisse souhaiterait saluer l'initiative du Secrétaire général d'organiser un **Sommet humanitaire mondial** (WHS) en 2015. Nous nous réjouissons de participer activement aux discussions inclusives prévues dans le cadre de ce processus et de contribuer à ce que celui-ci soit couronné de succès.

Je vous remercie.

Mr President,

My delegation wishes to commend the excellent report of the Secretary-General. We share his analysis of the challenges in humanitarian action, as well as his recommendations.

Switzerland would like to highlight the following three points in the context of this debate: **first**, the implementation of the Transformative Agenda of the Inter-Agency Standing Committee (IASC); **second**, risk management and reducing vulnerability; and **third**, questions concerning the protection of and access to victims of armed conflict.

Transformative Agenda

First of all, Switzerland welcomes the efforts undertaken by the Inter-Agency Standing Committee (IASC) over the last 12 months with the aim of implementing the recommendations of the Transformative Agenda. Its objectives, as you may recall, are designed to strengthen leadership, coordination and accountability within the UN humanitarian response system. A rapid, systematic and geared-to-the-specific-context field implementation is now necessary. Switzerland is convinced that the Transformative Agenda will then have a positive impact on the effectiveness of the UN's humanitarian action. We encourage all UN agencies to adopt an inclusive and transparent approach while implementing the Transformative Agenda. Indeed, in order to meet the current challenges and be truly effective, humanitarian action must be able to rely on strong partnerships and leverage complementarities between various stakeholders. It is therefore necessary to strengthen links with affected States in order, on the one hand, to enable them to better prepare for disasters and crises, and, on the other, to fulfil their primary responsibility in supporting their own citizens. Similarly, non-traditional donor governments, regional organisations, NGOs and the private sector are all potential partners that also have the ability to strengthen and complement the UN's humanitarian action.

Risk management and reducing vulnerability

Secondly, in terms of risk management and reducing vulnerability, it has been established that prevention pays: on the one hand it saves lives, and on the other, it makes better use of economic resources. Despite this evidence, prevention, preparedness and planning for disasters and crises are inadequate. Resources made available for these activities, particularly at the local level, are also insufficient. It is absolutely essential to focus on reducing vulnerability and strengthening the resilience of communities that deal with the risk of disasters. The Global Platform for Disaster Risk Reduction held in Geneva last May highlighted the relevance of and need to adopt an integrated approach to managing risks. Such an approach requires taking many factors – economic, political, social, cultural, environmental and technical – into account. In addition, humanitarian aid and development should go hand in hand so as to have a lasting impact on the resilience of communities and on conflict prevention. Cash transfer programmes are a good example. Such tools, which are both flexible and efficient at the same time, help sustain crisis-affected communities by giving them the means to meet their own

needs independently. As noted in the Secretary-General's report, the post-2015 development agenda presents a valuable opportunity to align the processes of planning and risk analysis between humanitarian aid and development.

Protection of and access to communities affected by armed conflict

Thirdly, Switzerland wishes to recall that rapid and unimpeded access to victims constitutes a cornerstone of international humanitarian law. It is the primary responsibility of the parties to the conflict to allow access to, assistance for and protection of victims. Similarly, it is their responsibility to provide a humanitarian response to the basic needs of the affected communities, such as food, housing, health, clean water and protection. Furthermore, we are concerned about the high price paid by humanitarian staff when undertaking missions to save lives. We note in particular the regular attacks and threats against the medical mission, which prevent the delivery of adequate assistance to the wounded and sick. However, and as rightly noted in the Secretary-General's report, humanitarian access should never be imposed by the use of force. A clear distinction must be made between humanitarian and security operations. The principles of humanity, neutrality, impartiality and independence must be at the heart of all humanitarian work, regardless of the actors involved.

Mr. President, before concluding I would like to add two remarks:

First, I would like to stress that Switzerland supports OCHA's initiative to bringing together into one Platform some existing humanitarian mechanisms : INSARAG (International Search and Rescue Advisory Group) ; UNDAC (United Nations Disaster Assessment and Coordination team); MCDA (Consultative Group on the Use of Military and Civil Defence Assets); and the AGEE, the Advisory Group on Environmental Emergencies. The new Humanitarian Platform for Emergency Preparedness and Response will provide a forum in which political decision makers and emergency managers come together to raise strategic issues of concern and propose solutions to improve inter-organizational coordination. This new platform will allow strengthening preparedness and response to disasters of international significance. It will aim to streamline stakeholder participation and to promote opportunities for further synergies, e.g. in the areas of training, identifying lessons learned or facilitating greater involvement of representatives of receiving countries. The time is right to start bringing these networks together. It is felt that such a platform will facilitate participation, representation and influence in other forums such as the General Assembly, the Inter-Agency Standing Committee (IASC), the Executive Committee on Humanitarian Affairs (ECHA) and the ECOSOC

In conclusion, Mr President, Switzerland would also like to welcome the Secretary-General's initiative to organise a **World Humanitarian Summit** (WHS) in 2015. We look forward to actively participating in the inclusive discussions as part of this process and to ensuring that the summit is successful.

Thank you.